

ARAGORN SECURITIZATION S.A.

Société Anonyme

Siège social: 25 A, Boulevard Royal

L-2449 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg: B 118493

Anciennement : EQUITY LINER S.A.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 10 JANVIER 2017

NUMERO : 88/2017

L'an deux mille dix-sept, le dixième jour du mois de janvier.

Par-devant Nous, Maître **Martine SCHAEFFER**, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«**Assemblée**») de la société « **Equity Liner S.A.** », en la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois ayant la qualité de société de titrisation au sens de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, ayant son siège social au 25 A Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.493 (la « **Société** »), constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 27 juillet 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «**Mémorial C**») sous le numéro 1832, du 30 septembre 2016 (ci-après, les «**Statuts**»).

Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentant en date du 19 septembre 2013, publié au Mémorial C sous le numéro 2406, du 30 septembre 2013.

L'Assemblée s'est ouverte sous la présidence de Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, résidant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg (le «**Président**»).

Le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée Madame Alexandra FUENTES, employée privée, résidant professionnellement à la même adresse.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Liridon ELSHANI, prénommé.

Le bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit :

I. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant :

a. Changement de la dénomination sociale de la Société en «**ARAGORN SECURITIZATION S.A.**», et de modifier la teneur de l'article 1^{er} des Statuts ;

b. Modification de l'article 4 des Statuts relatif à l'objet de la Société, afin de lui donner la teneur suivante :

« La Société a pour objet social de s'engager, de fonctionner et de servir comme véhicule pour toute transaction de titrisation permise par la Loi sur la Titrisation de 2004.

Conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004, le conseil d'administration peut créer un ou plusieurs compartiments (représentant les actifs de la Société attribuables à une émission d'obligations) correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société tel que défini plus avant dans l'article 9 ci-dessous.

La Société et ses compartiments peuvent, entre autre, acquérir ou assumer, directement ou par l'intermédiaire d'une autre entité ou d'un autre organisme, les risques liés à la détention de titres, de créances et de tous biens (incluant des valeurs mobilières de toutes sortes), mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels ainsi que ceux liés aux dettes ou engagements de tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers en émettant des valeurs mobilières dont la valeur et le rendement dépendent de ces risques.

La Société et ses compartiments peuvent prendre en charge ces risques en acquérant par tout moyen les titres, créances et/ou biens, en garantissant les dettes ou les engagements ou en s'obligeant de toute autre manière.

La Société et ses compartiments peuvent procéder à (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, (ii) l'acquisition, par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces, ainsi que de contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus).

La Société et ses compartiments peuvent aussi acquérir, détenir ou céder des participations dans des sociétés de personnes ou d'autres entités.

La Société et ses compartiments peuvent emprunter sous quelque forme que ce soit; elle peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société, dans les limites établies par la Loi sur la Titrisation de 2004.

La Société et ses compartiments peuvent procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations ordinaires et/ou spéciales (« PPLN »), de certificats, de warrants.

La valeur d'actif net des obligations spéciales (« PPLN ») sera déterminée en fonction du rendement du compartiment d'émission.

Les modalités de détermination de la valeur de l'actif net des obligations spéciales (« PPLN », du paiement aux investisseurs des compartiments ainsi que du remboursement, partiel anticipé ou totale, seront déterminés à travers des Conditions Générales à souscrire entre les compartiments et les investisseurs.

La Société et ses compartiments peuvent passer, exécuter, délivrer ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêt de titres ainsi que toutes autres opérations similaires.

Conformément à, et dans la mesure permise par la Loi sur la Titrisation de 2004, la Société et ses compartiments peuvent également consentir des garanties ou des sûretés sur ses avoirs afin d'assurer le respect des obligations assumées pour la titrisation de ses actifs ou dans l'intérêt des investisseurs (y compris son «trustee» ou son mandataire, s'il y en a) et/ou toute entité participant à une opération de titrisation de la Société et/ou des compartiments.

La Société et ses compartiments peuvent, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêts et autres risques.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leur sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société et ses compartiments participent et tous les contrats passés par la Société et ses compartiments, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société et ses compartiments peuvent prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large autorisée par la Loi sur la Titrisation de 2004.

Conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, la Société peut émettre des actions ordinaires et de classes différentes selon la détermination du conseil d'administration. »

c. Instauration d'un capital autorisé de trois millions euros (EUR 3.000.000,-) représenté par trois cent mille (300.000) actions avec une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, avec pouvoir au conseil d'administration, pendant une période de cinq (5) ans, prenant fin le 10 janvier 2022, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Plus particulièrement à ce sujet, autorisation est donnée au Conseil d'Administration afin de supprimer le droit de souscription préférentiel réservé aux anciens actionnaires par rapport à la réalisation du capital autorisé, le tout avec renonciation expresse du rapport du conseil d'administration conformément à l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés de réserves disponibles ou de primes d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

d. Autorisation au conseil d'administration de déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoirs, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des actions représentant tout ou partie de la ou des augmentations de capital et autorisation au conseil d'administration de faire constater authentiquement chaque augmentation du capital social et de faire adapter, en même temps, l'article 5 des statuts aux changements intervenus.

e. Modification subséquente de l'article 5 des Statuts ;

f. Suppression des actions au porteur, et modification subséquente de l'article 6 des Statuts ;

g. Modification de l'article 8 des Statuts ;

h. Ajout d'une disposition relative au transfert des obligations dans un nouvel article 9 des Statuts ;

i. Refonte et adaptation des Statuts aux nouvelles dispositions de

la loi du 10 août 2016 modifiant la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;

j. Divers.

II. Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par chacun, laquelle, après avoir été signée par le mandataire et par les membres du bureau de l'Assemblée, sera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, signés *ne varietur* par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront également annexées au présent acte.

III. Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à cette Assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour duquel les actionnaires ont été informés avant l'Assemblée.

Après délibération, l'Assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée **DECIDE** de changer la dénomination sociale de la Société en « **ARAGORN SECURITIZATION S.A.** ».

Par conséquent, le texte de l'article 1^{er} des Statuts est modifié afin de lui donner désormais la teneur suivante :

« Article 1.- Forme – Dénomination »

*Le nom de la société est **ARAGORN SECURITIZATION S.A.**, (ci-après, la "**Société**"). La Société est une société anonyme ayant la qualité de société de titrisation au sens de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, (ci-après, la "**Loi sur la Titrisation de 2004**") ».*

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée **DECIDE** de modifier l'article 4 des Statuts relatif à l'objet social, afin de lui donner désormais la teneur suivante :

« Art. 4. Objet social »

La Société a pour objet social de s'engager, de fonctionner et de servir comme véhicule pour toute transaction de titrisation permise par la Loi sur la Titrisation de 2004.

Conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004, le conseil d'administration peut créer un ou plusieurs compartiments (représentant les actifs de la Société attribuables à une émission d'obligations)

correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société tel que défini plus avant dans l'article 9 ci-dessous.

La Société et ses compartiments peuvent, entre autre, acquérir ou assumer, directement ou par l'intermédiaire d'une autre entité ou d'un autre organisme, les risques liés à la détention de titres, de créances et de tous biens (incluant des valeurs mobilières de toutes sortes), mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels ainsi que ceux liés aux dettes ou engagements de tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers en émettant des valeurs mobilières dont la valeur et le rendement dépendent de ces risques.

La Société et ses compartiments peuvent prendre en charge ces risques en acquérant par tout moyen les titres, créances et/ou biens, en garantissant les dettes ou les engagements ou en s'obligeant de toute autre manière.

La Société et ses compartiments peuvent procéder à (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, (ii) l'acquisition, par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces, ainsi que de contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus).

La Société et ses compartiments peuvent aussi acquérir, détenir ou céder des participations dans des sociétés de personnes ou d'autres entités.

La Société et ses compartiments peuvent emprunter sous quelque forme que ce soit; elle peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société, dans les limites établies par la Loi sur la Titrisation de 2004.

La Société et ses compartiments peuvent procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations ordinaires et/ou spéciales (« PPLN »), de certificats, de warrants.

La valeur d'actif net des obligations spéciales (« PPLN ») sera déterminée en fonction du rendement du compartiment d'émission.

Les modalités de détermination de la valeur de l'actif net des obligations spéciales (« PPLN », du paiement aux investisseurs des compartiments ainsi que du remboursement, partiel anticipé ou totale,

seront déterminés à travers des Conditions Générales à souscrire entre les compartiments et les investisseurs.

La Société et ses compartiments peuvent passer, exécuter, délivrer ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêt de titres ainsi que toutes autres opérations similaires.

Conformément à, et dans la mesure permise par la Loi sur la Titrisation de 2004, la Société et ses compartiments peuvent également consentir des garanties ou des sûretés sur ses avoirs afin d'assurer le respect des obligations assumées pour la titrisation de ses actifs ou dans l'intérêt des investisseurs (y compris son «trustee» ou son mandataire, s'il y en a) et/ou toute entité participant à une opération de titrisation de la Société et/ou des compartiments.

La Société et ses compartiments peuvent, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêts et autres risques.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leur sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société et ses compartiments participent et tous les contrats passés par la Société et ses compartiments, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société et ses compartiments peuvent prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large autorisée par la Loi sur la Titrisation de 2004.

Conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, la Société peut émettre des actions ordinaires et de classes différentes selon la détermination du conseil d'administration. »

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée **DECIDE** d'instaurer un capital autorisé de trois millions euros (EUR 3.000.000,-) représenté par trois cent mille (300.000) actions avec une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune,

avec pouvoir au conseil d'administration, pendant une période de cinq (5) ans prenant fin le 10 janvier 2022, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Plus particulièrement à ce sujet, autorisation est donnée au conseil d'administration afin de supprimer le droit de souscription préférentiel réservé aux anciens actionnaires par rapport à la réalisation du capital autorisé, le tout avec renonciation expresse du rapport du conseil d'administration conformément à l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 telle que modifié.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés de réserves disponibles ou de primes d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide d'autoriser le conseil d'administration à déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoirs, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des actions représentant tout ou partie de la ou des augmentations de capital et décide d'autoriser le conseil d'administration à faire constater authentiquement chaque augmentation du capital social et à faire adapter, en même temps, l'article 5 des statuts aux changements intervenus.

CINQUIEME RESOLUTION

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'article 5 des statuts, est modifié et aura désormais la teneur suivante :

« Le capital social souscrit est fixé à deux cent quarante-cinq mille cent quarante euros (EUR 245.140,-), représenté par vingt-quatre mille cinq cent quatorze (24.514) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société statuant comme en matière de modifications des statuts, tel que prescrit à l'article 23 ci-après.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de trois millions euros (EUR 3.000.000,-) qui sera représenté par trois cent mille (300.000) actions avec une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-).

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans prenant fin le 10 janvier 2022, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société ou même par incorporation de bénéfices reportés de réserves disponibles ou de primes d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article en vertu d'un acte notarié constatant l'augmentation de capital.»

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée **DECIDE** de supprimer les actions au porteur, de sorte qu'il n'existe plus que des actions nominatives.

Par conséquent, l'alinéa 1^{er} de l'article 6 des Statuts est modifié afin de lui donner désormais la teneur suivante :

«Article 6.- Actions

Les actions sont nominatives. »

SEPTIEME RESOLUTION

Le texte de l'article 8 des Statuts est modifié afin de lui donner désormais la teneur suivante :

«Article 8.- Obligations ordinaires et spéciales (PPLN)

Les obligations émises par la Société sont nominatives.

La Société peut émettre des obligations ordinaires et/ou spéciales (PPLN). »

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée **DECIDE** de prévoir une disposition relative au transfert des obligations ordinaires et spéciales (PPLN) comme suit:

«Article 9.- Transfert des obligations ordinaires et spéciales

Le transfert des obligations ordinaires et spéciales (PPLN) se fera par une déclaration de transfert inscrite sur le registre des obligataires, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet. La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'obligations, d'autres instruments de transfert jugés suffisants par la Société ».

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée **DECIDE** de procéder à la refonte et à l'adaptation des statuts suivants de la Société conformément aux résolutions qui précèdent et aux nouvelles dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée par la loi du 10 août 2016 :

« Article 1.- Forme – Dénomination

*Le nom de la société est **ARAGORN SECURITIZATION S.A.**, (ci-après, la "**Société**"). La Société est une société anonyme ayant la qualité de société de titrisation au sens de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation.*

Article 2.- Siège Social

Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision de l'administrateur unique ou en cas de pluralité de gérant par le conseil d'administration.

Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg (i) par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts ou (ii) par décision de l'administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs par le conseil d'administration. Dans ce dernier cas, l'administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration aura tous pouvoirs afin de procéder avec toutes les formalités par le biais d'un acte notarié (constat) afin de refléter cette modification dans les statuts de la Société.

Lorsque le conseil d'administration estime que les événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la

nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Article 3.- Durée de la Société

La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société pourra être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société prise de la manière requise pour la modification des présents statuts, telle que prescrite à l'article 23 ci-après.

Article 4.- Objet Social

La Société a pour objet social de s'engager, de fonctionner et de servir comme véhicule pour toute transaction de titrisation permise par la Loi sur la Titrisation de 2004.

Conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004, le conseil d'administration peut créer un ou plusieurs compartiments (représentant les actifs de la Société attribuables à une émission d'obligations) correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société tel que défini plus avant dans l'article 9 ci-dessous.

La Société et ses compartiments peuvent, entre autre, acquérir ou assumer, directement ou par l'intermédiaire d'une autre entité ou d'un autre organisme, les risques liés à la détention de titres, de créances et de tous biens (incluant des valeurs mobilières de toutes sortes), mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels ainsi que ceux liés aux dettes ou engagements de tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers en émettant des valeurs mobilières dont la valeur et le rendement dépendent de ces risques.

La Société et ses compartiments peuvent prendre en charge ces risques en acquérant par tout moyen les titres, créances et/ou biens, en garantissant les dettes ou les engagements ou en s'obligeant de toute autre manière.

La Société et ses compartiments peuvent procéder à (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, (ii) l'acquisition, par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces, ainsi que de contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus).

La Société et ses compartiments peuvent aussi acquérir, détenir ou céder des participations dans des sociétés de personnes ou d'autres entités.

La Société et ses compartiments peuvent emprunter sous quelque forme que ce soit; elle peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société, dans les limites établies par la Loi sur la Titrisation de 2004.

La Société et ses compartiments peuvent procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations ordinaires et/ou spéciales (« PPLN »), de certificats, de warrants.

La valeur d'actif net des obligations spéciales (« PPLN ») sera déterminée en fonction du rendement du compartiment d'émission.

Les modalités de détermination de la valeur de l'actif net des obligations spéciales (« PPLN », du paiement aux investisseurs des compartiments ainsi que du remboursement, partiel anticipé ou totale, seront déterminés à travers des Conditions Générales à souscrire entre les compartiments et les investisseurs.

La Société et ses compartiments peuvent passer, exécuter, délivrer ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêt de titres ainsi que toutes autres opérations similaires.

Conformément à, et dans la mesure permise par la Loi sur la Titrisation de 2004, la Société et ses compartiments peuvent également consentir des garanties ou des sûretés sur ses avoirs afin d'assurer le respect des obligations assumées pour la titrisation de ses actifs ou dans l'intérêt des investisseurs (y compris son «trustee» ou son mandataire, s'il y en a) et/ou toute entité participant à une opération de titrisation de la Société et/ou des compartiments.

La Société et ses compartiments peuvent, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêts et autres risques.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leur sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société et ses compartiments participent et tous les contrats passés par la Société et ses compartiments, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société et ses compartiments peuvent prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la

manière la plus large autorisée par la Loi sur la Titrisation de 2004.

Conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la « **Loi de 1915** »), la Société peut émettre des actions ordinaires et de classes différentes selon la détermination du conseil d'administration.

Article 5.- Capital social

Le capital social souscrit est fixé à deux cent quarante-cinq mille cent quarante euros (EUR 245.140,-), représenté par vingt-quatre mille cinq cent quatorze (24.514) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société statuant comme en matière de modifications des statuts, tel que prescrit à l'article 23 ci-après.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de trois millions euros (EUR 3.000.000,-) qui sera représenté par trois cent mille (300.000) actions avec une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-).

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans prenant fin le 10 janvier 2022, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article en vertu d'un acte notarié constatant l'augmentation de capital.

Article 6.- Actions

Les actions sont nominatives.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par

décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi de 1915.

Article 7.- Transfert des actions

Le transfert des actions nominatives se fera par une déclaration de transfert inscrite sur le registre des actionnaires, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet. La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert jugés suffisants par la Société.

Article 8.- Obligations

Les obligations émises par la Société sont nominatives.

La Société peut émettre des obligations ordinaires et/ou spéciales (PPLN).

Article 9.- Transfert des obligations ordinaires et spéciales

Le transfert des obligations ordinaires et spéciales (PPLN) se fera par une déclaration de transfert inscrite sur le registre des obligataires, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet. La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'obligations, d'autres instruments de transfert jugés suffisants par la Société.

Article 10.- Compartiments

Le conseil d'administration peut créer un ou plusieurs Compartiments qui peuvent se différencier, entre autres, par la nature des risques ou des biens acquis, les conditions d'émission de ceux-ci, selon la devise ou selon d'autres caractéristiques. Les règlements et conditions relatifs aux valeurs mobilières émises pour les différents Compartiments ainsi que leur objet respectif sont déterminés par le conseil d'administration. Tout détenteur de valeurs mobilières émises par la Société est réputé accepter sans réserve et être lié aux conditions applicables à ces valeurs mobilières ainsi qu'aux présents statuts du fait même de la souscription de ces valeurs mobilières. Chaque Compartiment peut émettre des titres de créance, des obligations, des certificats, des warrants, des parts bénéficiaires, des actions ordinaires et/ou sans droit de vote et tout autre type de créance.

Sous réserve de droits particuliers ou de restrictions temporaires attachées aux valeurs mobilières, telles que peuvent les prévoir les présents statuts, ou tout autre document, si un Compartiment est liquidé, son actif sera réparti comme suit:

(a) Premièrement, en paiement ou remboursement de tous les frais, charges, dépenses, honoraires, dettes et autres montants, en ce compris les taxes devant être payées (autres que ceux listés au point (b) suivant) dont est redevable ce Compartiment;

(b) Deuxièmement, en paiement au prorata de tous montants dus aux détenteurs de ces valeurs mobilières.

Aucune valeur mobilière ne sera émise dans un Compartiment à des conditions autorisant les détenteurs de la valeur mobilière de participer à l'actif de la Société autre que l'actif relevant du Compartiment concerné. Si le produit de la réalisation de l'actif d'un Compartiment est insuffisant pour payer tous les montants dus sur cet instrument conformément aux conditions d'émission et aux présents statuts, les détenteurs n'auront aucun recours à l'encontre de la Société en raison de l'insuffisance ni à l'encontre d'aucun autre Compartiment ou de tout autre élément d'actif de la Société.

Les Compartiments correspondent chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société.

Les droits des détenteurs d'instruments relatifs à un Compartiment et les droits des créanciers sont limités aux actifs de ce Compartiment, lorsqu'ils sont relatifs à un Compartiment ou nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un Compartiment. L'actif d'un Compartiment répond exclusivement des droits des détenteurs d'instruments relatifs à ce Compartiment et de ceux des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce Compartiment. Dans les relations entre les détenteurs de valeurs mobilières, chaque Compartiment est traité comme une entité à part.

Les honoraires, dépenses et autres dettes encourus au nom de la Société dans sa globalité, sont des dettes générales de la Société sans que l'actif des Compartiments n'en réponde, à moins que le conseil d'administration n'en décide autrement.

Le conseil d'administration vérifiera, dans la mesure du possible, que ces créanciers renoncent à recourir à l'actif des compartiments.

Le conseil d'administration doit établir et maintenir des comptes séparés pour chaque Compartiment de la Société dans le but de déterminer les droits des détenteurs de valeurs mobilières de chaque Compartiment dans le cadre des Statuts et des conditions des valeurs mobilières, de tels comptes étant une preuve décisive de tels droits en absence d'erreur manifeste.

Lorsqu'il est question d'actifs de la Société que le conseil d'administration, ou tout autre personne agissant pour le conseil d'administration, ne considère pas comme se rattachant à un

Compartiment particulier, le conseil d'administration pourra déterminer discrétionnairement les critères selon lesquels ces actifs seront alloués ou répartis parmi les Compartiments, et le conseil d'administration aura le droit de changer à tout moment ces critères.

Sauf clause contraire dans les conditions applicables au Compartiment, le conseil d'administration (ou son délégué) est chargé de la liquidation séparée des Compartiments, à moins qu'une telle liquidation n'intervienne dans le cadre d'une liquidation générale de la Société.

L'actif et le passif de la Société et de chaque Compartiment devront être évalués conformément aux principes comptables luxembourgeois, à la loi luxembourgeoise et aux méthodes d'évaluation adaptées aux risques et/ou actifs détenus dans le Compartiment concerné, telles que décrites dans les conditions y relatives.

Article 11.- Assemblée des actionnaires de la Société

Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg dans les six mois de la clôture de l'exercice au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration décide souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Toutefois, lorsque l'assemblée des actionnaires est tenue avec des administrateurs qui n'y sont pas physiquement présents, l'assemblée est réputée être tenue au lieu du siège de la Société.

Article 12.- Délais de convocation, quorum, procuration, avis de convocation

Les délais de convocation et quorums requis par la Loi de 1915 seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des assemblées des actionnaires de la Société.

Chaque action donne droit à une (1) voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi de 1915 ou par les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société par visioconférence ou par des moyens

de télécommunication permettant leur identification.

Le cas échéant, chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant une autre personne comme mandataire par écrit, soit en original, soit par téléfax, par câble, par télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires de la Société, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Il est tenu à chaque assemblée générale une liste des présences.

Article 13.- Administration de la Société

La Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois (3) membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre, l'administrateur unique, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six (6) ans et ils seront rééligibles.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société. Les actionnaires détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou tout autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société.

La Société indemniserà tout administrateur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et testamentaires et administrateurs des dépenses raisonnablement occasionnées par tous actions ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'administrateur ou fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière par laquelle il

ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil d'administration que l'administrateur ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef de l'administrateur ou fondé de pouvoir.

Article 14.- Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration peut nommer un président parmi ses membres et pourra désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires de la Société.

Les réunions du conseil d'administration seront convoquées par le président du conseil d'administration ou par deux (2) administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Grand-Duché de Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature, (et les motifs), de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du conseil d'administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par la conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter au conseil d'administration en désignant un autre administrateur comme son mandataire par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise.

Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes

participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment.

Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce conseil d'administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 6 du présent article 13. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du conseil d'administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Article 14.- Procès-verbal de réunion du conseil d'administration

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par le président du conseil d'administration qui en saura assumer la présidence ou par deux administrateurs de la Société.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire (s'il y en existe un) ou par tout administrateur de la Société.

Article 15.- Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société, et notamment le pouvoir de transférer, céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Article 16.- Délégation de pouvoirs

Le conseil d'administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, administrateur ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

La nomination d'un administrateur-délégué nécessite l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

Le conseil d'administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Article 17.- Signatures autorisées

La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par (i) la signature conjointe de deux (2) administrateurs, en cas de conseil d'administration, par la signature de l'administration-délégué ou par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Si la Société est gérée par un administrateur unique, elle sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature de l'administrateur unique.

Article 18.- Conflit d'intérêts

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans cette société ou entité, ou sont administrateurs, associés, fondés de pouvoir ou employés d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait directement ou indirectement un intérêt de nature patrimoniale opposé à celui de la Société, à l'occasion d'une opération relevant du conseil d'administration, celui-ci devra informer le conseil d'administration de la Société de son intérêt de nature patrimoniale et opposé à celui de la Société, et il ne pourra prendre part à cette délibération. Un rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société qui devra ratifier une telle transaction.

Article 19.- Réviseur d'Entreprises

Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise indépendants.

Le ou les réviseurs seront nommés par le conseil d'administration conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004.

Le conseil d'administration déterminera leur nombre, leur rémunération et les conditions dans lesquelles ils assumeront leurs fonctions.

Article 20.- Exercice social

L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Article 21.- Affectation des bénéfices

Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le conseil d'administration de la Société et devront être payés aux lieux et places choisis par le conseil d'administration de la Société. Le conseil d'administration de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi de 1915.

Les bénéfices accumulés par la Société, y compris ceux se rapportant le cas échéant à un compartiment, résultent en un engagement immédiat et irrévocable, comptabilisé dans un poste déductible conformément à l'article 89 c) de la Loi sur la Titrisation de 2004, au profit des détenteurs de parts bénéficiaires ou d'actions de la Société ou du Compartiment en question, sans prise en compte de la date réelle du paiement des dividendes ou des montants de rachat à ces détenteurs de parts bénéficiaires ou d'actions provenant des bénéfices ou de la comptabilisation de ces bénéfices dans un compte de réserve.

Article 22.- Dissolution et liquidation

La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société adoptée dans les mêmes conditions que celles nécessaires pour modifier les statuts, auxquelles il est fait référence à l'article 23 ci-dessous. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires de la Société décidant de la liquidation. Une telle

assemblée générale des actionnaires de la Société déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Article 23.- Modifications statutaires

Les présents statuts pourront être modifiés de temps à autre par une assemblée générale des actionnaires de la Société dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi de 1915.

Article 24.- Droit applicable

Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents statuts seront tranchées en application de la Loi de 1915 ainsi qu'à la Loi sur la Titrisation de 2004. »

ESTIMATION DES FRAIS

Tous les frais et honoraires dus en vertu des présentes et évalués à deux mille euros (EUR 2.000,-) sont à charge de la Société.

DONT ACTE

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. Elshani, A. Fuentes et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 11 janvier 2017.

Relation : 2LAC/2017/734

Reçu soixante-quinze euros

EUR 75,-

Le receveur/signé/ff Yvette THILL

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à la demande de la prédite société,

sur papier libre, aux fins de publication au RESA

Luxembourg, le 16 janvier 2017